



**13 DECEMBRE 2012**

**APPELONS AU DEBRAYAGE ET AU RASSEMBLEMENT  
POUR ALLER DIRE AU PATRONAT :  
LA PRECARITE, LA FLEXIBILITE, LE CHOMAGE,  
LES BAS SALAIRES, LES PETITES RETRAITES : ÇA SUFFIT !!!!**

*Nous voulons vivre mieux, du travail pour tous et des bons salaires !  
Une protection sociale qui réponde à nos besoins !  
Nous refusons la baisse des prestations de nos retraites complémentaires !*

Des négociations interprofessionnelles sont en cours entre les organisations syndicales de salariés et les représentants des employeurs sur la « sécurisation de l'emploi » et les « retraites complémentaires ARRCO – AGIRC ».

Le patronat utilise la crise pour imposer une véritable « régression sociale » en faisant un chantage permanent : les entreprises seraient au bord du gouffre, en grande difficulté, au point qu'il faudrait accepter une remise en cause des droits sociaux, plus de flexibilité pour les salariés, plus de facilité pour licencier pour les employeurs et tout cela au nom de la compétitivité....

**Ce serait la fin du contrat de travail qui fixe les conditions de travail et de rémunération.**

Le CDI serait encore trop rigide : le patronat veut généraliser les contrats de missions ou les contrats intermittents. Les procédures de licenciement seraient trop contraignantes, il veut limiter les recours en justice et les montants des indemnités, réduire les délais de procédure. Bref, tout pour contourner le licenciement économique et ses obligations vis-à-vis du salarié.

D'après le patronat, les entreprises ne pourraient plus financer les régimes de retraites complémentaires ; la seule solution serait une baisse drastique des prestations pour 18 millions de salariés et 11 millions de retraités. La perte du pouvoir d'achat pourrait s'élever à 6% !

**Les efforts sont décidément toujours demandés aux mêmes !**

Nous contestons les 20 milliards d'euros supplémentaires « d'allègement du coût du travail » que vient d'obtenir le patronat. Ils s'ajoutent aux 172 milliards d'euros d'aides publiques dont bénéficient déjà les entreprises. Les derniers chiffres du chômage, avec 5,2 millions de demandeurs d'emploi toutes catégories confondues, démontrent l'inefficacité de ces logiques.

Le gouvernement, suite à l'interpellation de la CGT, s'est engagé à évaluer l'efficacité des aides publiques. Il faut maintenant obtenir les modalités.

Pour nous, les aides publiques données depuis des années n'ont pas garanti aux salariés des augmentations de salaires régulières et des

**Le pillage salarial**

Dividendes versés aux actionnaires du CAC 40 :

- ✓ 39 milliards € en 2007,
- ✓ 37 milliards € en 2008,
- ✓ 35 milliards € en 2009,
- ✓ 40 milliards € en 2010.

qualifications tout au long de leur travail. Au contraire, cela a permis de précariser de plus en plus les travailleurs.

Il ne s'agit pas seulement de défendre une industrie qui a perdu des milliers de salariés depuis des années. Il faut être à l'offensive en obligeant le patronat à changer de modèle économique, à socialiser les moyens de production en redonnant aux salariés et au pouvoir démocratique la maîtrise de la production de richesses. Nous voyons actuellement la perversité et le mépris du système capitaliste envers l'Etat Nation et les citoyens. Il en est de même pour la santé, l'éducation, le commerce, les services, etc....

**Pour la CGT, des solutions existent ! Elles doivent être portées par tous les salariés à l'intérieur des entreprises, des services et dans la fonction publique :**

- Il faut interdire les licenciements qu'ils soient boursiers ou non.
- L'arrêt de toutes aides publiques aux entreprises qui ne servent pas aux salariés mais bien à améliorer les marges des entreprises.
- Exiger la fin de la Révision Générale des Politiques Publiques et de la loi dite « Bachelot » dans la santé et redonner les moyens à la fonction publique pour des services publics de qualité et en nombre pour le bien-être de la population et des territoires.
- Exiger que toutes les embauches soient sur des CDI pour mettre fin à la précarité des travailleurs.
- Exiger que la richesse créée par les salariés dans l'entreprise leur soit

200 milliards d'€ d'aides publiques, c'est l'équivalent annuel de la totalité des richesses créées par le secteur industriel en France.

redonnée intégralement. Ils décideront ensuite collectivement de son investissement.

- L'augmentation massive des salaires bruts et des cotisations dites « patronales » ce qui redonnerait un financement plus important aux caisses de Sécurité Sociale.
- Il faut réfléchir à la création d'une caisse de salaire abondée par la cotisation sociale sur le principe de la Sécurité Sociale garantissant un salaire et des retraites à vie pour tout le monde, donc fin de la subordination dans les entreprises.
- Redéfinir les modalités du passage de salariés actifs à salariés retraités.
- Une revalorisation immédiate de 300 € des retraites.

Cette liste n'est pas exhaustive, mais elle représente déjà une alternative forte au système actuel.

**Le patronat n'a de cesse de revendiquer ses intérêts de classe pour son émancipation financière basée sur l'exploitation de notre force de travail. Nous devons nous positionner contre tous les choix qui vont à l'encontre des travailleurs et de leurs familles. Les intérêts du capital seraient les seules solutions à leur crise ?**

**Ne nous laissons pas aveugler ni distraire par leur discours uniquement économique. Nous devons affirmer des propositions fortes pour une transformation économique et sociale de notre société.**

**RASSEMBLEMENT**  
**JEUDI 13 DECEMBRE 2012 à 11 heures**  
**devant la Chambre de Commerce et de l'Industrie**  
**Route d'Issoudun à BOURGES**